

# Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu

N° 2, printemps 1998

## **Stratégies et acteurs locaux dans l'Europe post- communiste**

Sous la direction de Françoise Daucé et Gilles Favarel-Garrigues

**Résumés des articles en français et en anglais**

## Sommaire

Elites, pouvoir et influence sur le plan local .....	4
Catherine Perron : Le local, espace d'émergence d'une nouvelle élite politique. L'exemple des communistes tchèques et est-allemands.....	4
Anne Gazier : Les fondements juridiques du pouvoir régional et local en Russie .....	4
Jean-Charles Lallemand : le gouvernement régional à Briansk .....	4
Partis et élections dans le jeu politique local et régional .....	5
Magdalena Hadjiisky : La réforme municipale et la construction d'une « démocratie partisane » : le cas du Parti civique démocratique en République tchèque .....	5
Alexandra Goujon : Le rôle des fronts populaires dans le processus de formation d'espaces politiques nationaux en URSS : le cas de la Biélorussie et de l'Ukraine .....	5
Nadège Ragaru : L'Union des forces démocratiques en campagne ou la lente consolidation d'un parti politique en régime post-communiste (mars-avril 1997) .....	6
Diane Masson : Partis au pouvoir et autonomie locale : l'exemple des élections serbes (novembre 1996) et croates (avril 1997) .....	6
Anne Le Huérou : Entrepreneur et député régional dans la région d'Omsk : stratégies individuelles, intérêt régional et action politique .....	6
Emergence de nouvelles pratiques dans la société russe .....	7
Kathy Rousselet : L'adaptation et la stratégie du contournement .....	7
Anne Nivat : Emergence de nouvelles pratiques en Russie : les médias régionaux.....	7
Gilles Favarel-Garrigues : Privatisation, criminalisation de l'économie et politique en Russie.....	7
Anne-Christine Bardot : L'échec de la réforme agraire en Russie.....	7
Karine Clément : Les ouvriers russes au miroir de leurs pratiques : une émancipation problématique.....	8
Françoise Daucé : L'armée russe entre le centre et les régions. L'exemple du Tatarstan .....	8
Les enjeux locaux de la recomposition du continent européen .....	8
Clotilde Pézerat : L'adaptation des pays d'Europe centrale et orientale au droit communautaire .	8
Florence Deloche-Gaudez : La contribution du Programme Phare à l'émergence d'experts communautaires en Europe centrale et orientale.....	9
Odile Caillat : L'adaptation des entreprises polonaises aux normes communautaires.....	9
Anne Bazin : La dimension régionale des relations germano-tchèques : le cas des régions frontalières.....	9
Gaëlle Trajkovic : Quelques remarques sur l'argumentation de type économique dans l'éclatement de la Yougoslavie.....	11
Nebojsa Vukadinovic : Les dimensions politiques des programmes de stabilisation économique en Europe centrale et orientale .....	11
Bilan et perspectives.....	11
Georges Mink et Jean-Charles Szurek : Conversion économique de l'ancienne élite en Europe centrale.....	11
English abstracts .....	12
Catherine Perron : The local as a space allowing for the emergence of a new political elite : the examples of the Czech and East German communists.....	12
Anne Gazier : The legal foundations of regional and local power in Russia.....	12
Jean-Charles Lallemand : The regional government in Briansk.....	12
Magdalena Hadjiisky : Municipal reform and the construction of a "partisan democracy" : the case of the Civic Democratic Party in the Czech Republic.....	12
Alexandra Goujon : The role of popular fronts in the process of forming national political spaces within the USSR : the cases of Belarus and Ukraine .....	13
Nadège Ragaru : The March-April 1997 campaign of the Union of Democratic Forces in Bulgaria, or the slow consolidation of a political party in a post-communist regime .....	13

Anne Le Huérou : Being both entrepreneur and regional representative in the Omsk region : individual strategies, regional interests, and political action .....	14
Kathy Rousselet : Adaptation and the strategy of circumvention .....	14
Anne Nivat : Emergence of new practices in Russia : the regional media.....	14
Gilles Favarel-Garrigues : Privatization and the criminalization of politics and the economy in Russia .....	14
Anne-Christine Bardot : The failure of land reform in Russia.....	15
Karine Clément : Russian workers as seen through their practices : a problematic emancipation	15
Françoise Daucé : The Russian army between the center and the regions : the example of Tatarstan .....	15
Clotilde Pézerat : Central and Eastern European countries' adaptation to European Union law .	15
Florence Deloche-Gaudez : The contribution of the PHARE program to the emergence of European community experts in Central and Eastern Europe.....	16
Odile Caillat : Adapting Polish businesses to European Union norms.....	16
Anne Bazin : The regional dimension of Czech-German relations : the case of the border regions .....	16
Gaëlle Trajkovic : On economic arguments as an explanation for the break-up of Yugoslavia.....	17
Nebojsa Vukadinovic : The political dimensions of economic stabilization programs in Central and Eastern Europe .....	17
Georges Mink and Jean-Charles Szurek : The economic conversion of the former elite in Central Europe.....	17
Bibliographie .....	17
Contacts.....	18

---

## **Elites, pouvoir et influence sur le plan local**

---

### *Catherine Perron : Le local, espace d'émergence d'une nouvelle élite politique. L'exemple des communistes tchèques et est-allemands*

Cet article se propose d'étudier les partis communistes tchèque et est-allemand sous un angle original qui est celui de leur participation à la politique locale. Nous verrons dans un premier temps comment cet échelon a gagné en poids et influence dans les partis suite à leur restructuration, puis de quelle manière les élus locaux communistes ont tenté de transformer l'image du parti et d'utiliser cet espace pour y pratiquer un nouveau style de politique qui rompe avec les anciennes habitudes du parti. La comparaison entre les deux pays nous renseignera sur les conditions de réussite d'une telle entreprise.

### *Anne Gazier : Les fondements juridiques du pouvoir régional et local en Russie*

La Constitution du 12 décembre 1993 a marqué un pas important vers l'édification du fédéralisme et l'affirmation de l'auto-administration locale. Mais ses dispositions contiennent des contradictions et des incertitudes qui n'ont été supprimées ni par les textes postérieurs, ni par la jurisprudence de la Cour constitutionnelle. Ainsi, au niveau régional, l'absence persistante de délimitation claire des compétences entre le centre et les régions et l'application du principe centralisateur de l'unité du pouvoir d'Etat viennent gêner l'instauration d'un véritable système fédéral. A l'échelon local, aussi bien le champ d'application que le contenu de l'auto-administration restent particulièrement obscurs, laissant les pouvoirs locaux dépendre étroitement des autorités régionales.

### *Jean-Charles Lallemand : le gouvernement régional à Briansk*

Comme le montre l'exemple du gouvernement régional dans la province de Briansk, située à la périphérie sud-ouest de la Russie centrale, si la question du séparatisme régional n'est plus d'actualité, les subsidiarités entre Etat fédéral et régions n'ont toujours pas été définies en Russie. On observe plus une autonomisation des dirigeants provinciaux qui font un usage privatif des instances bureaucratiques, au sein d'un système néo-patrimonial local qu'une réelle émergence de la région comme institution publique légale du fait notamment de finances exsangues limitant tout projet de mise en oeuvre de politiques publiques.

## **Partis et élections dans le jeu politique local et régional**

---

### *Magdalena Hadjiisky : La réforme municipale et la construction d'une « démocratie partisane » : le cas du Parti civique démocratique en République tchèque*

Fondé sur les résultats d'une recherche de terrain en République tchèque, ce travail montre en quoi la mobilisation politique et la forte présence partisane au niveau local, sont des facteurs incontournables de la démocratisation, permettant d'échapper au modèle de transitions qui, techniquement bien menées, souffrent d'être 'tirées' par l'élite politique et économique de la capitale. Un des premiers atouts du Parti civique démocratique en République Tchèque a été de faire de la « professionnalisation » l'instrument de la diffusion de son projet politique à une élite intermédiaire qui est devenue son principal relais local. Mais la première phase de la démocratisation tchèque a abouti à la création de ce que nous nommons une "démocratie partisane", sans rapport avec le mythe provisoire, né en 1989, d'une participation directe des citoyens. La prise du pouvoir par le local n'a pas abouti à la naissance d'une politique de proximité, ce qui explique en partie la crise actuelle du système politique tchèque.

Alexandra Goujon : Le rôle des fronts populaires dans le processus de formation d'espaces politiques nationaux en URSS : le cas de la Biélorussie et de l'Ukraine  
Créés à la fin des années 80 dans différentes républiques d'URSS afin de soutenir la politique de M. Gorbatchev, les fronts populaires sont issus de la mobilisation d'élites intellectuelles. De par leurs revendications nationales et leur participation politique, ils ont contribué à la formation d'espaces politiques nationaux en Union soviétique, notamment en incitant les dirigeants locaux à prendre position dans le cadre de leurs républiques. La Biélorussie et l'Ukraine fournissent des cas d'étude permettant de déconstruire l'idée souvent répandue d'une "unité slave" et montrant comment l'expérience commune de modernisation sous le régime soviétique crée les conditions d'une "nationalisation" politique singulière et différenciée.

*Nadège Ragaru : L'Union des forces démocratiques en campagne ou la lente consolidation d'un parti politique en régime post-communiste (mars-avril 1997)*

L'étude de la campagne électorale de l'Union des forces démocratiques pour les législatives d'avril 1997 en Bulgarie fournit un site d'observation privilégié du processus d'institutionnalisation de l'UFD. Intervenant au lendemain de la transformation de l'ancienne coalition en un parti uni, les élections nous montrent une formation politique à la recherche d'une image de pragmatisme, loin de l'anticommunisme virulent des débuts. A quelques mois de l'administration d'une nouvelle thérapie de choc, le discours s'articule autour de la volonté de promouvoir une nouvelle relation politique avec des représentants plus responsables et des citoyens mieux informés. Accélérée par l'organisation de primaires qui entraînent un large renouvellement du personnel politique, la consolidation de l'UFD passe toutefois par une reprise en main autoritaire d'un parti dont le profil idéologique reste mal défini. L'appel de l'UFD à une mobilisation générale contre la crise trahit par ailleurs la persistance d'une lecture du politique faisant de l'opposant un traître à l'intérêt commun.

*Diane Masson : Partis au pouvoir et autonomie locale : l'exemple des élections serbes (novembre 1996) et croates (avril 1997)*

Les partis au pouvoir en Serbie et en Croatie présentent un certain nombre de similitudes dans leur traitement de la question de l'autonomie locale. En effet, si l'on prend comme étude de cas les élections locales de novembre 1996 et avril 1997 au sein de ces mêmes républiques, leurs caractéristiques communes apparaissent de manière distincte : non-développement des attributions des collectivités territoriales d'où l'impossibilité des périphéries à jouer un véritable rôle ; rejet du régionalisme en Croatie (Istrie, Dalmatie) et des revendications autonomistes au Kosovo et en Voïvodine pour la Serbie, ainsi que le refus des partis dirigeants d'accepter leur défaite au niveau local.

*Anne Le Huérou : Entrepreneur et député régional dans la région d'Omsk : stratégies individuelles, intérêt régional et action politique*

La candidature de nombreux jeunes entrepreneurs aux élections régionales de 1994 et de 1998 dans la région d'Omsk (Sibérie) permet d'analyser les motivations et les stratégies de nouveaux acteurs dirigeants, qui tentent d'articuler l'intérêt individuel de l'entreprise et "patriotisme régional". En choisissant de participer directement à la gestion des affaires de la région, ils se placent aussi au centre des conflits qui opposent les échelons horizontaux et verticaux du pouvoir. Malgré une tentative de susciter la participation des électeurs à la vie d'un quartier, la fonction représentative du mandat électif est délaissée au profit de programmes sociaux mis en place par les candidats.

## **Emergence de nouvelles pratiques dans la société russe**

---

### *Kathy Rousselet : L'adaptation et la stratégie du contournement*

L'auteur s'interroge dans cet article sur la rupture entre la société et le pouvoir russes actuels, et sur la place de l'informel dans le fonctionnement social. L'informel, qui peut se définir comme une fuite en dehors du pouvoir et des relations institutionnelles, n'est pas vécu comme une transgression de la norme, et cette normalité nous dit combien cette question est centrale dans la compréhension du politique en Russie. L'adaptation au désordre, la recherche de gains immédiats, l'impossibilité de penser une stratégie à long terme provoquent le développement du secteur informel. Mais celui-ci n'est peut-être pas uniquement un phénomène transitoire face à un Etat qui s'affaiblirait et se retirerait. Ses frontières sont certes appelées à glisser et à évoluer, mais il est un mode de fonctionnement social plus permanent.

### *Anne Nivat : Emergence de nouvelles pratiques en Russie : les médias régionaux*

En Russie, ce sont les médias qui ont permis de mesurer les avancées, mais aussi les reculs, de la perestroïka. Presque sept ans après la disparition de l'URSS, le nouveau paysage médiatique russe témoigne de leur vitalité. Dans leur « anarchique diversité », les médias russes contribuent activement au développement des institutions démocratiques. Même si l'héritage du contrôle total de l'Etat sur ces médias demeure lourd, et même si de nombreuses banques et hommes d'affaires en tout genre y investissent avant tout en quête d'influence et de visibilité. Que ce soit au niveau central ou dans les régions russes, les médias sont au cœur de la bataille politique, parfois souvent au détriment du public.

### *Gilles Favarel-Garrigues : Privatisation, criminalisation de l'économie et politique en Russie*

La privatisation de l'économie, qui prend réellement forme à partir de 1988, bouleverse les principes du système économique soviétique. L'étude des relations entre l'évolution des règles en vigueur dans l'économie, des infractions économiques et de la lutte menée contre ces dernières permet de dégager des enseignements sur les modes de gouvernement en Russie. Après avoir rappelé les principaux jalons de la privatisation de l'économie russe, nous nous interrogeons sur la pertinence de la perception qui identifie privatisation et criminalisation de l'économie, puis sur certains effets politiques du phénomène étudié. L'étude est effectuée à partir de l'observation de la région de Sverdlovsk, dans l'Oural.

### *Anne-Christine Bardot : L'échec de la réforme agraire en Russie*

La réforme agraire lancée en 1992 en Russie entendait rompre de manière radicale avec le passé en substituant à la propriété socialiste étatique la propriété privée. Cette réforme visait la dissolution des kolkhozes et des sovkhoses et la création d'une nouvelle classe de paysans-proprétaires. Or, six ans après, tous les acteurs de cette réforme, les observateurs

et les experts en Russie s'accordent à dire qu'elle a échoué. La production agricole a continué de chuter, la réorganisation des structures collectives et étatiques de production agricole a été superficielle et la part des nouveaux fermiers russes dans la production agricole totale demeure marginale. L'analyse des causes de l'échec de la réforme agraire révèle la responsabilité des réformateurs (stratégie adoptée et méthode utilisée). L'échec de la réforme agraire est avant tout la conséquence de l'héritage soviétique (organisation du travail et mentalités). Il ne peut être imputé à la mentalité traditionnelle du paysan russe qui a été détruite par Staline lors de la collectivisation des terres.

### *Karine Clément : Les ouvriers russes au miroir de leurs pratiques : une émancipation problématique*

Les pratiques ouvrières ne se caractérisent pas par un passéisme plus accentué que dans le reste de la population. Elles s'inscrivent dans la société russe telle qu'elle se construit actuellement et sont marquées par le conformisme, la soumission à l'ordre social conçu comme dominant par les ouvriers. Ceux-ci participent donc pleinement d'un système social qui, s'il leur laisse des espaces d'autonomie et de relative liberté, les conduit à se départir, au moins partiellement, de leurs normes, identités et pratiques spécifiques. Bien que multiples, inventives et parfois émancipatrices, les pratiques des ouvriers se heurtent à des processus structurels qui les maintiennent dans un cadre non contestataire et non subversif. En ce sens seulement, les ouvriers peuvent être dits passifs.

### *Françoise Daucé : L'armée russe entre le centre et les régions. L'exemple du Tatarstan*

Depuis la disparition de l'URSS, la Russie est engagée dans un processus de réorganisation de sa Fédération. Ce processus n'épargne pas l'armée, qui constitue un symbole de la présence régaliennne de l'Etat sur l'ensemble du territoire qu'il contrôle. A travers l'exemple de la république du Tatarstan, nous montrons que l'affaiblissement du centre fédéral et le renforcement du pouvoir tatar transforment l'armée en objet de négociation. Cette dernière conduit à un partage des coûts et du pouvoir autour de l'armée. En Russie, l'armée ne peut plus être pensée simplement au niveau de l'Etat, elle doit aussi l'être au niveau des régions.

## **Les enjeux locaux de la recomposition du continent européen**

### *Clotilde Pézerat : L'adaptation des pays d'Europe centrale et orientale au droit communautaire*

L'élargissement massif de l'Union européenne aux pays de l'ancien bloc communiste est avant tout pour ces derniers la garantie d'un passage réussi et sans retour vers la démocratie et l'économie de marché. Mais le nombre de candidats impose une rigueur draconienne de la part de l'Union qui n'aurait pas la capacité d'accueillir autant de membres si ces derniers n'étaient pas absolument prêts. L'adhésion implique donc une harmonisation complète de leur système législatif avec le droit communautaire. La tâche est immense mais se concrétise progressivement avec la conclusion d'accords et la mise en place d'un système de négociation politique et de collaboration avec chacun des pays

concerné. L'exemple de la Pologne, à travers ses efforts en matière de droit de la concurrence, montre la difficulté d'adapter non seulement les textes, mais surtout la capacité de l'administration à les mettre en application de manière efficace.

### *Florence Deloche-Gaudez : La contribution du Programme Phare à l'émergence d'experts communautaires en Europe centrale et orientale*

S'il est difficile de se prononcer avec précision sur la portée de l'assistance offerte par le programme communautaire PHARE aux pays d'Europe centrale et orientale, un autre de ses effets apparaît plus certain et précieux. La participation croissante, mais toujours encadrée par l'intervention de représentants de l'Union européenne, d'acteurs locaux à la mise en oeuvre du programme permet à ces derniers de se familiariser avec le monde communautaire. Le programme Phare contribue ainsi à l'émergence, dans l'Europe post-communiste, d'experts communautaires qui savent mieux faire valoir les intérêts de leur pays auprès de l'Union européenne, comme en témoigne l'évolution du programme vers un instrument de préparation de l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale.

### *Odile Caillat : L'adaptation des entreprises polonaises aux normes communautaires*

Les entreprises polonaises ont trois défis en matière d'application des normes européennes : sûreté d'usage des produits et normes sanitaires en ce qui concerne la sécurité générale des produits, qualité de leur organisation, et intégration des coûts environnementaux. Il s'agit du respect des normes comprises comme ces référentiels qui sont issus du système de normalisation. Mais bien entendu la mise en conformité avec ces normes est intimement liée à l'application de diverses législations qui sont issues du travail de rapprochement des législations. L'Etat comme le marché invitent à appliquer les normes européennes dont certaines sont internationales ; l'aptitude à l'intégration dépendra de la reprise effective de l'acquis communautaire et de l'application réelle des normes européennes par un tissu d'entreprises inégalement préparées.

### *Anne Bazin : La dimension régionale des relations germano-tchèques : le cas des régions frontalières*

L'objet de cette étude est de mettre en évidence le rôle des régions frontalières tchèques (à la frontière avec l'Allemagne) à la fois dans le processus de démocratisation en RT et dans le débat sur les relations tchéco-allemandes et l'intégration européenne. Les bouleversements des dernières années ont fait émerger sur la scène nationale les régions frontalières, en outre marquées historiquement par une présence allemande et un héritage communiste spécifique, rendant aujourd'hui nécessaire une remise en question du rapport centre-région. D'autre part, la perception de la question germano-tchèque dans les régions frontalières est différente de celle de Prague, à l'image d'une coopération transfrontalière perçue de manière plutôt positive par une population qui a déjà tiré un trait sur le passé. Enfin, zone de contact privilégié avec l'UE et à travers les eurorégions, vecteur de diffusion du modèle communautaire, les régions frontalières sont aussi un acteur spécifique du processus d'intégration européenne.

*Gaëlle Trajkovic : Quelques remarques sur l'argumentation de type économique dans l'éclatement de la Yougoslavie*

Parmi tous les facteurs qui ont conduit à l'éclatement de la Yougoslavie, l'analyse des revendications de type économique permet de se situer non seulement au niveau local, mais également européen, dans la mesure où les acteurs locaux se définissaient en partie par rapport à une Europe qui n'a pas su, n'a pas pu, être un modèle dans ce contexte. La problématique liant économie nationale, intérêt national et questions nationales existe toujours dans l'ancien espace yougoslave, et même au delà.

*Nebojsa Vukadinovic : Les dimensions politiques des programmes de stabilisation économique en Europe centrale et orientale*

Les mesures des programmes de stabilisation correspondent à des choix stratégiques. Les interactions entre mesures macro-économiques institutionnalisées et leurs impacts micro-économiques (et inversement) font apparaître ici la nécessité de coordonner les efforts locaux et internationaux. L'économique et le politique se rejoignent donc, laissant transparaître des réactions différenciées des acteurs face aux chocs induits par la stabilisation. Ainsi, les actions individuelles ou collectives correspondent à des perceptions décalées du temps, pouvant mener à des frictions de temporalités ou à des blocages politiques.

## **Bilan et perspectives**

---

*Georges Mink et Jean-Charles Szurek : Conversion économique de l'ancienne élite en Europe centrale*

Les études de mobilité montrent que la conversion économique de l'ex-nomenklatura vers le secteur privé dans les sociétés postcommunistes a été une réussite pour environ un quart de l'ancienne élite économique. Ce phénomène a suscité un nombre important de lieux communs sur le "complot" et de théories de "préméditation" auxquels nous ne pouvons souscrire. Car notre propre recherche montre que l'Etat-Parti a initié le processus d'autoprivatisation en fonction de l'évolution du système : dans ce mouvement d'adaptation et de conversion, ce qui a surtout joué ce n'est pas tant la variable "capital politique" isolée qu'une conjugaison de variables : capital politique, capital culturel, prédispositions à entreprendre.

## English abstracts

---

### *Catherine Perron : The local as a space allowing for the emergence of a new political elite : the examples of the Czech and East German communists*

The article examines a heretofore unconsidered sphere of action of the Czech and East German communist parties : their participation in local politics. It shows how this echelon took on substance and influence within the parties after they were restructured, and how communists holding local power tried to transform the image of the party and use the local space to practice a new style of politics that breaks with old party ways. A comparison of the two countries then clarifies the conditions for success of such an undertaking.

### *Anne Gazier : The legal foundations of regional and local power in Russia*

The Constitution of December 12, 1993 was an important step in constructing federalism and affirming local self-administration, but its provisions contain contradictions and grey areas that have not been eliminated either by later texts or precedents set by the Constitutional Court. At the regional level, then, the absence of any clear delimitation of the respective domains and competences of the center and the regions, and the automatic application of the centralizing principle of state power, obstruct the instituting of a genuine federal system. At the local level, both the domain of application and the content of self-administration remain obscure, with the consequence that local powers are highly dependent on regional authorities.

### *Jean-Charles Lallemand : The regional government in Briansk*

While regional separatism is no longer a real issue in Russia, the relations of subsidiarity between the federal state and the regions have not yet been defined. This appears clearly in the example of the regional government of the province of Briansk, on the south-west periphery of central Russia, where what we see is more an autonomizing of provincial officials, who use bureaucratic authority to their own private ends within a neo-patrimonial local system, than the real emergence of the region as a legal public institution. This is due among other things to severely depleted regional finances: under such conditions it becomes virtually impossible to enact public policy.

### *Magdalena Hadjiisky : Municipal reform and the construction of a "partisan democracy" : the case of the Civic Democratic Party in the Czech Republic*

Based on the results of field research conducted in the Czech Republic, this study shows how political mobilization and a strong partisan presence at the local level are necessary factors of democratization; moreover, this case constitutes a counterexample of the model according to which transition, though technically well executed, suffers from being "pulled along" by the political and economic elite of the capital city. One of the primary

strengths of the Civic Democratic Party in the Czech Republic was to make "professionalization" the instrument through which it disseminated its political project to an intermediary elite which in turn became its main local relay. But this first phase of Czech democratization led to the creation of what is here designated as a "partisan democracy" quite unrelated to the temporary myth of direct citizen participation that came into existence in 1989. Power-taking at the local level did not lead to a politics of proximity, and this explains in part the present crisis of the Czech political system.

*Alexandra Goujon : The role of popular fronts in the process of forming national political spaces within the USSR : the cases of Belarus and Ukraine*

Created in the late 1980s in various republics of the USSR to give support to Mikhael Gorbatchev's policies, the popular fronts developed out of the mobilization of intellectual elites. Through their national demands and political participation, they contributed to the formation of national political spaces in the Soviet Union, namely by urging local leaders to take positions in the framework of their republics. The cases of Belarus and Ukraine enable us to deconstruct the widely-held notion of "Slavic unity" and show how the shared experience of modernization under the Soviet regime created the conditions for a unique and differentiated political "nationalization."

*Nadège Ragaru : The March-April 1997 campaign of the Union of Democratic Forces in Bulgaria, or the slow consolidation of a political party in a post-communist regime*

The Union of Democratic Forces campaign for the April 1997 legislative elections in Bulgaria provides a privileged means of observing the institutionalization of that party. The elections, which took place shortly after the former coalition had been transformed into a unified party, reveal a political organization in search of a pragmatic image far removed from the virulent anticommunism of the electoral debates. A few months before a new shock therapy was to be administered, the speeches expressed the will to promote a new kind of political relations, with more responsible representatives and more fully informed citizens. The primaries resulted in a thorough change in political personnel, thus accelerating the party's consolidation, but its ideological profile remained ill-defined and it was soon taken in hand in authoritarian manner. Moreover, the UDF's call for a general mobilization to fight the crisis reveals the persistence of a political perspective that understands the opponent as a traitor to the common interest.

Diane Masson : Parties in power and local autonomy : the elections in Serbia (November 1996) and Croatia (April 1997)

The parties in power in Serbia and Croatia have similar ways of treating the question of local autonomy. An examination of the local elections of November 1996 in Serbia and April 1997 in Croatia brings out these shared characteristics: non-development of official functions for territorial collectivities, making it impossible for peripheries to play a real role; rejection in Croatia of Istrian and Dalmatian regionalism and in Serbia of autonomist demands in Kosovo and Voivodine; refusal by the parties in power at the national level to accept their defeat at the local level.

*Anne Le Huérou : Being both entrepreneur and regional representative in the Omsk region : individual strategies, regional interests, and political action*

The candidature of numerous young entrepreneurs in the 1994 and 1998 regional elections in Omsk, Siberia, enables us to analyze the motivations and strategies of these new political actor-leaders, who try to make particular business interests and "regional patriotism" work together. By choosing to participate directly in the management of regional affairs, they have also put themselves at the center of conflicts opposing horizontal and vertical echelons of power. With the exception of one attempt to induce voters to participate in neighborhood management, most of the candidates studied have abandoned the function of political representation, choosing instead to set up their own social programs.

*Kathy Rousselet : Adaptation and the strategy of circumvention*

The article focuses on the break between present-day Russian society and official power, and the role of informal relations and exchanges in social functioning. The informal, which may be defined as a means of getting outside the sphere of the powers that be and institutional relations in general, is not experienced as a transgression of the norm; its normality makes it clear how central this phenomenon is to an understanding of the political in Russia today. The informal sector has developed because of the need to adapt to disorder and seek immediate gains; it also results from the impossibility of devising any long term strategy. But it should perhaps not be interpreted as a transitory phenomenon brought into being by a weakened or abdicating state. The borders of the informal will by their very nature change and evolve, but it is nonetheless more a permanent than a temporary mode of social functioning.

*Anne Nivat : Emergence of new practices in Russia : the regional media*

The media have made it possible to measure the advances—as well as the pullbacks—of perestroika. Almost seven years after the collapse of the USSR, the new media landscape attests to their vitality. In their "anarchic diversity," the Russian media actively contribute to the development of democratic institutions, despite the heavy heritage of total state control and the fact that banks and businessmen of all sorts invest in the media first and foremost to acquire influence and visibility. Whether at the central or regional level, the media are at the heart of the political battle, sometimes to the detriment of the public.

*Gilles Favarel-Garrigues : Privatization and the criminalization of politics and the economy in Russia*

Privatization of the economy, which began to take shape in 1988, shook up the principles of the Soviet economic system. Examining the relations between 1) changes in the rules operative in the economy, 2) economic breaches of law, and 3) how such breaches have been fought provides insight into modes of government in Russia. After recapitulating the main moments in the privatization of the Russian economy, the article considers the relevance of identifying privatization with criminalization of the economy, then looks at

some of the political effects of the phenomenon under study. The analysis is based on observation of the region of Sverdlovsk, in the Urals.

*Anne-Christine Bardot : The failure of land reform in Russia*

The land reform launched in Russia in 1992 was meant as a radical break with the past that would replace socialist state property with private property. It aimed to dissolve the kolkhozes and sovkhoses and create a new class of peasant landowners. Six years later, however, observers, experts, as well as all those active in the reform agree that it has failed. Farming production has continued to drop; reorganization of collective and state structures of production was superficial, and the role in agricultural production played by the new Russian farmers remains marginal. Analysis of the causes of this failure reveals that responsibility for it falls to the reformers, whose strategy and method were inappropriate and ineffective. The failure of the land reform is above all a consequence of the Soviet heritage, specifically the mentalities it created and its way of organizing labor. It cannot be imputed to the traditional mentality of the Russian peasants, which Stalin destroyed through land collectivization.

*Karine Clément : Russian workers as seen through their practices : a problematic emancipation*

The practices of Russian workers do not reflect a higher degree of passivism than what is to be found in the rest of the population. Those practices are part of Russian society as it is being constructed today, and are therefore marked by conformism and submission to what workers conceive as the dominant social order. Workers thus partake fully of a social system which, though it may leave them spaces of autonomy and relative freedom, nonetheless leads them to cut themselves off, at least partially, from their own norms, identities, and specific practices. Though such practices are numerous, inventive, and in some cases emancipatory, they run into structural processes that maintain them within a non-protestatory, non-subversive framework. In this sense alone can such workers be described as passive.

*Françoise Daucé : The Russian army between the center and the regions : the example of Tatarstan*

Since the collapse of the USSR, Russia has been engaged in reorganizing its Federation. That process has not spared the army, which constitutes a symbol of the state's supreme presence throughout the territory it controls. The example of the Republic of Tatarstan demonstrates how the weakening of the central federal power and the concurrent strengthening of Tatar power have transformed the army into an object of negotiation, negotiation which has led to cost- and power- sharing where the army is concerned. The army in Russia cannot be analysed merely at the level of the state; the regional level must also be considered.

*Clotilde Pézerat : Central and Eastern European countries' adaptation to European Union law*

Enlarging the European Union to include the countries of the former communist bloc is first and foremost a guarantee for those countries of a successful, one-way passage toward

democracy and the free market. However, the number of candidates requires that the Union be extremely strict; it could not receive so many new members if they were not absolutely ready. Joining the Union requires a complete harmonization of these countries' legislative systems with European Union law. This enormous task is being progressively realized through the signing of agreements and the working out of a system of political negotiation and collaboration with each of the countries concerned. The example of Poland, with its efforts in the field of law guaranteeing competition, reveals the difficulty of adapting the texts but above all of developing the administration's capacity to apply them effectively.

*Florence Deloche-Gaudez : The contribution of the PHARE program to the emergence of European community experts in Central and Eastern Europe*

While it is difficult to evaluate precisely the effect of the aid offered to Central and Eastern European countries by the European Community's PHARE program, it has had one undeniable and precious result: the increasing participation of local actors under the continued guidance of European Union representatives in setting up and applying the program has enabled them to become familiar with the world of the European Community. The PHARE program has thus contributed to the emergence in post-communist Europe of experts who know how to present their countries' interests effectively before the European Union, as is attested to by the fact that the program is evolving into an instrument for preparing these countries to become members of the Union.

*Odile Caillat : Adapting Polish businesses to European Union norms*

Polish businesses face three challenges in applying European norms : ensuring that their products are safe to use and conform to health norms, that the business itself is well organized, and that environmental costs are incorporated. At issue is respecting norms understood as the system of references that has developed out of the normalization system . But conforming to these norms is closely linked with applying the various laws that have resulted from the work of bringing different legislations closer together. Both the state and the market favor the application of European norms, some of which are in fact international. The aptitude for integration will depend on how well previously determined European norms are applied by a web of businesses which are not all equally well prepared.

*Anne Bazin : The regional dimension of Czech-German relations : the case of the border regions*

The purpose of this study is to show the role the Czech border regions play in the process of democratization in the Czech Republic and in the debate on Czech-German relations and Czech integration into the European Union. The upheavals of recent years have brought the border regions, areas marked by a historical German presence and a specific communist heritage, to the forefront of the national scene. Furthermore, the Czech-German issue is perceived differently in Prague than in the border regions, where the image of crossborder cooperation is viewed in a positive manner by the local population, which has already left the past behind it. Finally, as a area of privileged contact with the

EU and as a means, through the Euroregions, of disseminating the European Community model, the border regions have become a specific actor in the process of European integration.

*Gaëlle Trajkovic : On economic arguments as an explanation for the break-up of Yugoslavia*

In contradistinction to all the other factors leading to the break-up of Yugoslavia, economic demands make it possible to analyze events not only at a local but also a European level, given that the local actors defined themselves in part in relation to a Europe that did not know how or was otherwise unable to function as a model in this precise context. The ties between the national economy, national interests, and national questions still exist in the space that was once Yugoslavia and even beyond.

*Nebojsa Vukadinovic : The political dimensions of economic stabilization programs in Central and Eastern Europe*

The particular measures of stabilization programs correspond to strategic choices. The necessity of coordinating local and international efforts becomes clear when we examine the interactions between institutionalized macro-economic measures and their micro-economic impacts (and vice-versa). Here the economic and the political come together, making visible the different reactions of the actors as they undergo the shocks brought about by stabilization. Individual and collective actions thus correspond to discordant perceptions of time which may lead to "friction between temporalities" and political blockage.

*Georges Mink and Jean-Charles Szurek : The economic conversion of the former elite in Central Europe*

Studies of social mobility show that approximately one-fourth of the ex-nomenklatura in post-communist societies has successfully converted to the private sector. This phenomenon has given rise to a number of commonplaces about a "conspiracy" and theories of "premeditation" which we cannot adhere to, as our own research shows that the Party-State initiated a process of self-privatization in response to the evolution of the system. In this movement of adaptation and conversion what came into play was not so much an isolated "political capital" variable as it was a combination of different variables: political capital, cultural capital, and a predisposition to entrepreneurship.

## **Bibliographie**

---

La bibliographie liée à ce colloque, établie par le service de documentation de la FNSP est disponible sur le serveur de l'[IEP](#)

## Contacts

---

Pour obtenir les Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu adressez vous à [joelle.moras@sciences-po.fr](mailto:joelle.moras@sciences-po.fr)

Pour vous adresser au directeur des Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu écrivez à  
Dominique Colas : [dominique.colas@sciences-po.fr](mailto:dominique.colas@sciences-po.fr)